

# la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO  
Commission Paritaire 63570

N° 748 – 5 Avril 2003

Hebdomadaire 1 €

## EDITORIAL

### LA GUERRE DES RETRAITES EST ENGAGEE

*Par les temps qui courent, les journalistes utilisent des métaphores guerrières. Ainsi a-t-on pu lire, à propos de la grève du 3 avril : « la guerre des retraites est engagée ». Je ne résiste pas à la tentation d'écrire quelques lignes de pure fiction sur le déroulement de cette guerre.*

*Or donc, Donald RAFFARIN avait-il annoncé que la guerre allait être rapide : une simple promenade de santé. Tout serait bouclé en juin prochain. Quelle efficacité par rapport aux administrations antérieures ! Comme il se doit, il avait pris langue avec ses principaux partenaires, et comme il présentait son offensive comme une réforme qui permettrait de sauver la répartition, tout en maintenant à 60 ans l'âge de la retraite, et sans autre sacrifice apparent, il bénéficiait dès le départ d'une sympathie unanime, sauf évidemment de la part des ayatollahs du libéralisme et des incondtionnels de la retraite par capitalisation et à la carte. Voilà donc une affaire bien emmanchée.*

*La coalition va se rompre sur un point stratégique : fallait-il s'engager dans une guerre propre ou devait-on accepter des dommages collatéraux ? Parmi ceux-ci, il y avait les sacrifices imposés à la population civile des fonctionnaires. Dominique de BLONDEL et Gerhard THIBAUT ne pouvaient accepter qu'il en fût ainsi. Ils n'eurent aucun mal à persuader l'opinion publique que la démarche de RAFFARIN procédait de l'unilatéralisme. Il est très facile en effet à une puissance telle que celle de Matignon et l'Elysée réunis d'imposer des solutions qui n'ont pas fait l'objet d'une négociation. Mais ce va-t-en guerre de RAFFARIN voulait en découdre, et le premier plan de bataille fut élaboré avec le seul soutien de Tony SEILLIERES, et de quelques autres alliés mineurs, renforçant ainsi l'impression d'un complot du grand capital anglo-saxon contre le prolétariat européen. Au demeurant, BLONDEL et THIBAUT en appelaient à la lutte des classes, forme élaborée des guerres de religion.*

*On en vint alors sur le terrain, et on s'aperçut très vite que la résistance était plus forte que prévu. Les défenseurs de la juste cause n'hésitaient pas à recourir à des commandos suicides, qui réussissaient à condamner plusieurs entreprises à la ruine, faisant exploser leurs emplois du même coup. Des dissensions internes se déclaraient dans le camp des agresseurs, et le général en chef FILLON émettait des réserves sur l'inconscience d'une réforme libérale. Le moral des troupes, et notamment des parlementaires, commençait à flancher. On devait prendre plusieurs semaines, sinon plusieurs mois de retard.*

*La bataille pour la maîtrise des rues de la capitale était inéluctable. Après une première escarmouche en mars, c'est le 3 avril que l'affrontement fut sans merci. Les drapeaux rouges des résistants, l'enthousiasme d'une population prête au sacrifice suprême, devaient finalement amener les agresseurs à renoncer.*

*Au total, la guerre des retraites n'aura pas lieu, le dialogue social est rompu, les syndicats ont vaincu, et le terrorisme qu'ils exercent depuis des années n'est pas près de cesser.*

*Je joins à ce communiqué un autre, dans le même style, que j'ai découvert sur le site grâce à quelques amis vigilants. On part du compte rendu du débarquement en Normandie et de ce qui s'est passé dans les jours suivants, comme le rapporte le « World Book » : « Eisenhower arrête le 5 juin 1944 comme date du débarquement. Mais une mer démontée le force à retarder l'opération d'un jour.*

*Pendant la nuit, environ 2.700 bateaux transportant les barges de débarquement et 176.000 soldats traversèrent la Manche... Le débarquement prit les Allemands par surprise. Mais ils livrèrent un combat féroce... A la fin de Juin 1944 une troupe alliée d'environ un million d'hommes avait pris pied en France... Les Américains ont dû engager des combats à l'Ouest pour s'assurer du port de Cherbourg, qui leur était indispensable. Les Anglais et les Canadiens s'ouvraient un chemin vers Caen. La bataille pour Cherbourg se termina le 27. Ce n'est que le 18 Juillet que Caen tomba entre les mains des Anglais et des Canadiens, qui avaient pourtant prévu de s'en emparer dès le jour du débarquement. C'est pratiquement à la fin du mois de Juillet que les Alliés finirent par enfoncer les lignes allemandes et s'ouvrir ainsi la route. »*

*Maintenant, voici ce que l'on aurait pu lire dans les journaux de l'époque, s'ils avaient nourri la même malveillance que celle qu'ils destinent aujourd'hui aux Américains :*

*« L'enfer des bocages : les Alliés parqués dans les prairies normandes ». « Cherbourg hors d'atteinte : Eisenhower demande des renforts d'urgence. Ike avait-il sous-estimé les Nazis ? ».*

*« Caen : l'objectif de Montgomery pour le premier jour est toujours sous contrôle nazi ». « Saint Loo en ruines – des centaines de civils français tués dans la ville historique rasée ». « Aucun signe d'une révolte juive à Varsovie. La population de Paris ne se soulève pas à la nouvelle de l'Invasion »*

*« Les Allemands de Berlin marquent leur attachement à leur Führer ».*

*Cette parodie, d'un goût douteux, j'en conviens, a été publiée par le Weekly Standard. Elle a le mérite de nous faire prendre conscience de l'écart qu'il y a entre la guerre des militaires et celle des médias, entre les guerres qui nous sont sympathiques (celle que mènent les valeureux syndicats pour défendre les droits acquis de la fonction publique) et celle qui nous sont antipathiques (comme semble l'être celle que les soldats de la coalition livrent à la dictature, à l'intégrisme et au terrorisme).*

*Jacques Garello*

## Conjoncture

### RUPTURE DE CROISSANCE

L'expression est heureuse et nouvelle : elle enrichit le vocabulaire des économistes. Jean Pierre RAFFARIN aura sans doute les honneurs du Palgrave (le plus célèbre dictionnaire de science économique). En vérité, il s'agit d'habiller de façon élégante une observation d'un sombre réalisme : l'économie française va de plus en plus mal. Mais de suggérer aussi que cette situation est unique, inexplicable, due à un contexte exceptionnel.

#### **Du ralentissement à la stagnation**

L'INSEE titre sa dernière note de conjoncture « Attentes ». Cela semble laisser une lueur d'espoir. Mais voilà plusieurs rapports que l'INSEE « attend » la reprise, qui devait déjà intervenir en 2002 puis en 2003. Les prévisions actuelles de l'INSEE viennent réviser celles qui avaient été présentées il y a 3 mois, et elles sont de plus en plus pessimistes.

Tous les chiffres sont revus à la baisse, comme le gouvernement lui-même l'avait officiellement reconnu en abandonnant sa prévision totalement fantaisiste de croissance de 2,5% en 2003 (sur laquelle est fondée le budget de l'Etat) pour retenir un taux plus réaliste - mais sans doute encore trop optimiste - 1,3%. C'est la croissance du PIB qui est la plus touchée par les nouvelles estimations de l'INSEE. Pour 2002, on connaissait déjà le résultat : la croissance a été de 1,2%. Pour le premier trimestre 2003, l'avant dernière prévision (faite en décembre) était de 0,4%. C'était encore trop : ce sera 0,3%. Mais c'est pour le second trimestre 2003 que la chute est la plus rude. La note précédente de l'INSEE prévoyait 0,6% ; la prévision actuelle est réduite de moitié à 0,3%. L'acquis de croissance pour 2003 n'est au total que de 0,9%, alors qu'il y a trois mois on l'estimait à 1,3%. C'est dire que si la tendance continue, il faut s'attendre au pire pour l'ensemble de 2003.

Car il faudrait une progression du PIB de 0,4% aux deux derniers trimestres de 2003 pour atteindre péniblement les 1,3% prévus pour l'année désormais par le gouvernement : on risque d'être loin du compte.

Or ces prévisions pessimistes se retrouvent dans tous les domaines. C'est particulièrement grave en matière d'investissement, car ici c'est l'avenir qui est en jeu : des entreprises qui n'investissent pas, ce sont des entreprises qui sont condamnées à la stagnation et ce sont les créations d'emplois qui s'éloignent. Déjà, pour 2002, le recul des investissements des entreprises est de 1,3%. Mais, pour 2003, l'INSEE annonce - 0,4% au premier trimestre et 0 au second. « L'acquis » de croissance de l'investissement, si l'on ose dire, est de -1,6%. Or l'INSEE avait été beaucoup plus optimiste dans sa note précédente, annonçant 0% au premier trimestre et + 0,5% au second : on est loin du compte.

Certes, l'INSEE considère que la consommation se porte mieux. Mais elle est quand même mal en point, et sans investissements il n'y aura pas de consommation durable. Cette consommation a progressé de 0,7% au premier trimestre et elle devrait augmenter de 0,3% au second, contre 0,4% initialement prévus : même là, un léger recul s'est produit.

### **Le chômage va exploser**

L'INSEE annonce dans sa note de conjoncture une nouvelle dégradation du chômage, dont le taux devrait atteindre 9,3% de la population active à la fin du premier semestre. Mais cette prévision apparaît bien optimiste, quand on observe les chiffres du chômage pour février, qui viennent de paraître le lendemain de la note de conjoncture de l'INSEE. Dès le mois de février, le taux de chômage s'est dégradé, passant de 9,1% à 9,2% en un mois. A ce rythme là, les 9,3% risquent bien vite d'être dépassés.

Le chômage a encore augmenté de 0,8% en février, soit une hausse de 19 200 demandeurs d'emplois. Le nombre de chômeurs est désormais de 2 343 000 et encore sans compter les près de 400 000 qui avaient été éliminés des statistiques pour avoir travaillé 78 heures au cours du mois (ce qui n'était pas le cas dans l'ancienne statistique). En un an, le chômage progresse de 5,7%, ce qui est loin d'être négligeable. Et, comme à chaque fois, les principaux indicateurs, concernant la durée du chômage, le chômage des jeunes, etc.. sont dans le rouge. Face à cette situation Monsieur FILLON remet en vigueur le « traitement social du chômage », inventé jadis par Pierre MAUROY et bien amplifié par Martine AUBRY : création d'emplois factices et multiplication des stages et occupations provisoires et stériles pour pouvoir masquer les statistiques. La fameuse conférence nationale sur l'emploi, qui démarre actuellement, nous éloigne encore un peu plus de la solution.

Oui, mais Jean Pierre RAFFARIN nous dit qu'on n'y peut rien : c'est la « rupture ».

### **C'est la faute à Bush**

Car, pour nos gouvernants, quelles seraient les causes de cette catastrophe conjoncturelle ? Evidemment la chute de la Bourse, le prix du pétrole, la guerre. C'est si facile !

Même si elle n'arrange pas les choses, la situation internationale n'est pas le facteur principal de la stagnation française. Il suffit pour s'en rendre compte de constater que la situation est bien moins dégradée à l'étranger - à l'exception peut-être de l'Allemagne, qui a décidément bien des points communs avec la France. N'oublions pas qu'en dépit de la guerre, les Etats-Unis sont encore sur une pente de croissance de 3% par an. L'Angleterre, l'Italie, l'Espagne, les Pays Bas échappent pour l'instant à la débâcle. Il est vrai qu'ils sont moins tributaires que nous des défections de touristes, en particulier américains, ni des malheurs de l'industrie aéronautique et du transport aérien

Voici donc un domaine où nous cultivons « l'exception française ». En fait tout concourt à affaiblir l'économie française, parce qu'aucune des mesures structurelles qui s'imposent ne sont prises, à commencer par les mesures fiscales, la révision de la législation du travail, la réforme de la protection sociale et la remise en état des finances publiques. La conjoncture française n'est pas victime d'un accident imprévisible, d'un malheureux concours de circonstances : ce qu'elle endure est inscrit dans ses rigidités structurelles et son archaïsme institutionnel. Mais c'est tellement plus à la mode d'incriminer et Bush, et les Etats Unis, et la Bourse, et les errements du système capitaliste, et la mondialisation...

## LA NOUVELLE CGT EST ARRIVEE

Le Congrès de la CGT, qui vient de se tenir à Montpellier, permet de faire le point sur la centrale syndicale. Les médias s'en sont tenus aux apparences, c'est à dire au discours de recentrage de Bernard THIBAUT, qui «exclut toute attitude de soutien ou de co-élaboration d'un projet politique, quel qu'il soit». Révolu le temps où le secrétaire général de la CGT appartenait de droit au bureau politique du parti communiste. Depuis 2001 Bernard THIBAUT n'est plus au conseil national du parti communiste, sans cesser pour autant d'être communiste. Il est vrai que le PCF ne fait plus recette, il se traîne à 3,5% des voix, et c'est l'intérêt de la CGT qui se veut la première centrale syndicale de ne plus apparaître comme une simple courroie de transmission. Mais y a-t-il un changement autre qu'en façade ?

Lorsque Bernard THIBAUT dit que «la CGT peut entretenir si nécessaire des relations avec toutes les organisations démocratiques qui le souhaitent», il suffit de rappeler que la liste de ce que la CGT considère comme digne du label démocratique est bien limitée. D'ailleurs la quasi-totalité des membres du bureau confédéral de la CGT appartiennent aussi, comme Bernard THIBAUT, au PCF...

Pourtant, il nous a semblé observer une évolution au sein de la CGT. Elle qui n'admettait qu'une tendance en son sein, la tendance communiste orthodoxe ou stalinienne, la voilà qui ouvre ses rangs à des courants nouveaux, tous issus du gauchisme. La CGT essaie de récupérer à son profit les courants d'extrême-gauche que le PCF n'arrive plus à canaliser. Cela se traduit par le fait que le rapport d'activité n'a été adopté que par 74,65% des votants, contre des scores habituels très supérieurs à 90%. Et il y a eu 12,99% de votes contre et 12,36% d'abstentions : ce n'est pas le signe d'une démocratisation de la centrale syndicale, mais de la poussée gauchiste en son sein.

C'est la poussée de ceux qui n'acceptent même pas l'évolution du vocabulaire et «n'acceptent pas l'abandon du syndicalisme de classe, de l'objectif de la suppression du capitalisme». Qui sont-ils ? Outre les staliniens les plus durs, qui remettent en cause la ligne «modérée» du PCF, on y trouve des trotskistes, notamment du parti des travailleurs et de la Ligue communiste révolutionnaire.

Ils reprochent à la CGT d'avoir adhéré à la confédération européenne des syndicats, d'être trop conciliante sur les retraites (sic) et de ne pas refuser a priori de participer aux instances chargées de labelliser des produits d'épargne salariale. C'est tout juste s'ils n'accusent pas la direction actuelle de la CGT de collaboration de classe. Comme par hasard, ce courant gauchiste s'appuie avant tout sur les syndicalistes du secteur public.

Il suffit pourtant de suivre au jour le jour l'action de la CGT (et nous en parlons ici même la semaine dernière dans notre article de conjoncture sur le rail) pour voir que l'ouverture de la CGT est toute relative) : le Syndicat TJBFS624 n'ingé (1) u FJL T o A d T i ( e s e ) T J N C E N O m a r i s t e ( M J T H B A D ) I L J O n f 8 d e s s e ) T J 0 T c ( e ) c ( ) T au cours du congrès de dénoncer le «cynisme odusupatronat.MdiEdé)Tj0aTc (pa (s)ka) dFJ0: (9) Tl( ) T40) Tj( (E) Tj(0) nP

## **POUTINE FAIT MOINS BIEN QUE SADDAM HUSSEIN**

Les deux chefs d'Etat ont un goût prononcé pour la démocratie. Il y a deux mois les élections libres en Iraq plébiscitaient le parti Baas avec plus de 90 % des suffrages. La semaine dernière Poutine organisait un referendum en Tchétchénie qui rencontrait l'accord enthousiaste de 80 % de la population.

On se souvient qu'il y a onze ans, en 1992, la Tchétchénie avait voté en faveur de l'indépendance. Les Russes n'ont jamais accepté cet état de fait et ont voulu remettre de l'ordre, par la force, dans cette région. Mais après les massacres perpétrés par les Russes, Vladimir POUTINE voulait démontrer que les Tchétchènes dans leur grande majorité approuvaient le rattachement à la Russie. Voilà pourquoi le président russe avait décrété, par un oukase de décembre 2002, un référendum, qui a eu lieu le 23 mars.

Que s'est-il passé le jour du vote ? Selon tous les observateurs « les habitants sont, pour l'essentiel, resté terrés chez eux, de crainte que ce vote, largement perçu comme une mise en scène visant à donner une légitimité formelle aux autorités installées par l'armée russe dans la République (...) ne donne lieu à un regain de violences », comme le note l'envoyée spéciale du Monde.

De toutes façons, la ville de Grozny est en ruines, largement rasée et aux rues désertes : l'essentiel de la population a fui, a été tuée ou se trouve dans des camps. Et bien que pensez-vous qu'il arriva ? Dans ce champ de ruines à la population absente, on trouva selon les Russes 80% de participation, la population se déplaçant pour voter massivement oui. On annonçait même des embouteillages de files d'attente devant les bureaux de vote des camps de réfugiés, alors que les observateurs constataient le contraire. Observateurs fort rares d'ailleurs : pour éviter tout dérapage, l'accès libre sur le territoire Tchétchène était interdit aux journalistes. Mais pour les Russes le référendum s'est déroulé sans incidents, « dans l'enthousiasme » et « avec une ambiance de fête ». En réalité, on a tiré à l'arme automatique sur certains bureaux de vote, des explosions ont eu lieu dans d'autres bureaux et les incidents se sont multipliés, visant en particulier par des attentats l'armée russe : difficile de croire qu'un peuple capable d'une telle résistance se soit en même temps précipité pour voter oui...

Même le Conseil de l'Europe, dont Poutine cherchait la caution, avait refusé d'envoyer des observateurs. Le simulacre de campagne s'est réduit à des collages d'affiches par les Russes pendant quelques jours. Mais chaque nuit ces affiches étaient recouvertes de slogans du type « le référendum est une tromperie de l'occupant » et « Boycott du référendum qui est la poursuite de l'assassinat des Tchétchènes ». Le Monde précise l'ambiance de la campagne : « dans le climat de terreur et de délation qui règne, tandis que chaque jour apporte son lot de disparitions de civils, raflés en pleine nuit à leur domicile par des soldats masqués, éparpillés publiquement dans les rues, on peut signifier mettre sa vie en jeu ».

Dans les villages, on a précisé que si les habitants ne votaient pas, des représailles auraient lieu. Ailleurs, ceux qui refusaient de voter étaient privés de l'aide humanitaire. Voilà un scrutin bien démocratique, à l'iraquienne.

Mais il permettra à V. POUTINE de mettre en place une nouvelle constitution en Tchétché

## **ISF : LA FRANCE, TON ARGENT FOUT LE CAMP**

Il y a longtemps que l'on sait que l'impôt de solidarité sur la fortune provoque de nombreux effets pervers, à commencer par la délocalisation de patrimoines qui préfèrent s'expatrier pour échapper aux contraintes de l'ISF. Mais, au delà de cette certitude pour tout être doté de bon sens, on ne disposait pas de données chiffrées. C'est Philippe MARINI, rapporteur du budget, qui, devant le Sénat, a fait état des statistiques du ministère du budget. Bercy s'est enfin décidé à dire la vérité : entre 1997 et 2001, donc en cinq ans, ce sont 1792 Français qui auraient quitté le territoire pour échapper à l'ISF. Cela représente une perte fiscale relativement modérée de 70,9 millions d'euros. Mais ce qui est important c'est de savoir non pas quel est l'impôt « perdu », mais quels sont les patrimoines ainsi délocalisés. Or 70,9 millions d'ISF correspondent à 7,3 milliards de base imposable qui sont allés s'investir à l'étranger.

Mais M. MARINI, à juste titre, va plus loin, car une partie des patrimoines professionnels ne sont pas soumis à l'ISF. Mais lorsque une personne assujettie à cet impôt s'en va à l'étranger, elle emmène avec elle tout son patrimoine, qu'il ait été ou non soumis à l'impôt. Pour la seule année 2001, on a évalué cette somme supplémentaire à 717 millions de plus, soit environ 50% de plus que la part soumise à l'ISF. Rapportées aux cinq années étudiées et aux 7,3 milliards soumis à l'impôt, cela fait au total un patrimoine délocalisé de 11 milliards d'euros environ.

Ce qui est aussi intéressant, c'est le profil de ces expatriés, qui manquent cruellement à l'économie française et à l'emploi. Ce sont les plus riches et les plus jeunes qui se sont délocalisés. Ils ont un patrimoine 2,5 fois plus élevé que celui des autres redevables de l'ISF. Et ils ont en moyenne 52 ans, alors que l'âge moyen de ceux qui restent est de 62 ans. Ce sont donc les contribuables les plus dynamiques qui ont quitté la France. Où sont-ils allés ? 16% aux USA, 16% en Belgique, 15% au Royaume-Uni et 13% en Suisse.

Voilà un remarquable gâchis, qui n'a pas d'autre motif que l'aveuglement idéologique. Le rapport MARINI a impressionné les parlementaires. Mais pas le gouvernement...

## **BAISSE DES IMPOTS : HEUREUX ITALIENS !**

Pendant que notre gouvernement s'amuse avec l'ISF, et que notre Ministre des Finances nous explique qu'une baisse significative des impôts doit être reportée à plus tard, nos partenaires européens en viennent les uns après les autres à une vraie révolution fiscale. Dernier en date : le Parlement italien, après quinze mois de débats, vient d'adopter la réforme de l'impôt promise à ses électeurs par Silvio BERLUSCONI.

Le nombre de tranches d'impôt sur le revenu a été ramené de 5 à 2. Désormais, en dessous de 100 000 euros de revenus annuels, le taux d'imposition sera de 23%. Au delà de cette somme, il passera à 33%. Et c'est tout. Rappelons que dans le système actuel les taux s'échelonnent de 23% à 45%. A titre de comparaison, la France a un taux marginal de près de 50% auquel il faut ajouter 10% de CSG et CRDS, soit une tranche d'imposition maximale à 60% : pratiquement le double du nouveau taux italien.

Cette réforme doit entrer en vigueur en 2006 au plus tard, et même avant si les finances publiques s'y prêtent. Cette mesure faisait partie des cinq éléments clefs du « contrat avec les Italiens » de S. BERLUSCONI. Elle va de pair avec d'autres simplifications fiscales, comme par exemple l'abolition de l'impôt régional sur la production. Une centaine de taxes complexes sont également ramenées à 5 seulement.

Le gouvernement italien ne craint pas les pertes fiscales dues à cette réforme. Pour deux raisons : d'une part il s'est engagé depuis deux ans dans une politique de réduction du secteur public, donc des dépenses budgétaires (près d'un quart). D'autre part, il pense que la baisse des impôts donne un coup de fouet aux investissements et à l'activité économique. Ici l'on croit à « l'effet LAFFER ». C'est sans doute trop subtil pour Bercy... et il nous reste à payer !

## LE DECLIN DU DROIT

*Progrès du droit ou déclin du droit ? Le « droit de l'environnement » est en expansion rapide. Il concerne de vrais problèmes, pollution et raréfaction des ressources naturelles. Mais il apporte de fausses solutions, la réglementation et les politiques de « développement durable » ne font qu'aggraver la situation. Il vaudrait mieux s'en tenir aux droits de propriété et au marché. C'est ce qu'explique le Docteur Valérie David, chercheur au Centre d'Analyse Economique de l'Université d'Aix Marseille III, au cours de la troisième journée de la XXV<sup>e</sup> Université d'Eté de la Nouvelle Economie.*

### **Valérie DAVID : LA REDECOUVERTE DE LA PROPRIETE : PROTECTION DE LA NATURE ET DU CADRE DE VIE**

Je voudrais ici reprendre le thème posé, directement et indirectement, tout au long des deux sessions de cette matinée, à savoir l'amnésie politique. On constate en effet qu'il n'est pas tenu compte des erreurs passées en matière de réglementation. A ce propos, l'environnement est un cas d'école, parce que en matière de pollution, il n'y a pratiquement que des réglementations, et très peu de solutions de marché.

Quelles alternatives libérales existe-t-il à la logique du développement durable ? Pour répondre à cette question, il me semble judicieux de revenir à une question plus ancienne : Une croissance économique forte est-elle compatible d'une part avec la protection de l'environnement et d'autre part avec les besoins de la population mondiale ?

Il existe en général deux types de réponse. L'une négative, et telle est la position des théoriciens du développement durable et de la réglementation. L'autre positive, en ce sens que la croissance économique, *via* le progrès technologique, le marché, les droits de propriété, permet la protection des ressources naturelles.

Cette dichotomie normative établie, je voudrais remonter dans le passé pour vous prouver que nous sommes encore sous influence malthusienne, plus de deux siècles après sa fameuse loi de la population (1798), à travers laquelle Malthus établissait un lien entre évolution démographique d'un côté et évolution des ressources naturelles (ou de la production agricole pour être plus précise) de l'autre.

Ensuite, il y a un vide conceptuel dans la théorie. Ce n'est qu'avec Pigou que renaît le débat (1932), sous l'influence de la problématique liée aux externalités, et de la politique publique permettant de les internaliser.

Plus tard, Coase soutiendra que le problème des externalités n'appartient pas au domaine public, mais au contraire est lié à un défaut d'appropriation des ressources naturelles, ce qui lui permet de définir une politique marchande de type droits à polluer.

En 1972, le club de Rome présente un rapport soutenant l'antagonisme d'une forte croissance et de la protection de l'environnement. De là émergera le fameux slogan : « Halte à la croissance ! » Ce rapport Meadows est évidemment d'inspiration malthusienne. Mais il va plus loin encore puisque certains des rapporteurs allèrent jusqu'à suggérer une décroissance économique comme seul remède possible contre la pollution, proposition fondée sur la loi d'entropie dans l'économie.

Ce rapport a finalement eu plus de succès par la critique dont il a fait l'objet que par ses propositions. Alfred Sauvy réfutera les données démographiques ; Milton Friedman dénoncera les erreurs économiques.

A partir de là, on s'orientera vers l'idée d'une réorganisation de la croissance économique. Ce sera le cas du rapport Brundtland (1987) qui va médiatiser l'idée de développement durable. Dans ce rapport, « Notre avenir à tous ! », ont été intégrées les critiques faites au club de Rome en ce sens que la liaison croissance/environnement est appréhendée dans une dimension qualitative, et non plus quantitative.

Qu'est-ce que le développement durable ? C'est un « développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. » Ce sera désormais la thématique des grands sommets de la Terre, jusqu'à celui qui se tient de nos jours à Johannesburg.

Le développement durable reprend la rhétorique malthusienne, pessimiste et catastrophique. Vous entendez tous les jours parler de la guerre imminente de l'eau, de cet « or bleu » qui fera l'objet des convoitises à venir. C'est un concept fourre-tout.

Cela explique aisément que ce concept séduise les hommes politiques. De surcroît, il s'étoffe d'une sorte de conscience collective des ressources naturelles. On est en train de faire des ressources naturelles un patrimoine commun de l'humanité à transmettre aux générations futures. Elles ne sont pas considérées comme un bien privé. Ce sont les hommes politiques qui sont les garants de ce patrimoine, évidemment.

Quelles sont les alternatives libérales possibles ? C'est vers la propriété privée qu'il convient de s'orienter pour les fonder. Et il est urgent de le faire car si depuis Rio (1992) il ne s'est rien passé, il ne se passera probablement rien non plus après Johannesburg. Pourquoi ? Parce que l'on a proposé des solutions globales à des problèmes localisés.

Il convient d'être optimiste quant à l'alternance. Je suis convaincue que nous sommes parvenus aux limites de la réglementation en matière environnementale. Il existe d'ailleurs une énorme littérature sur la libéralisation de l'environnement qui ne demande qu'à être mise en œuvre.

Toutefois, il s'agit de ne pas être naïf. Le chemin sera encore long lorsque l'on voit ce qui se passe en Afrique du Sud pendant que je vous parle, cette amnésie politique générale. Mais le marché, le progrès technologique et l'entrepreneur parviendront à s'imposer, malgré les difficultés, pour gérer le risque de raréfaction croissante des ressources naturelles. Car « l'homme sera notre dernière chance », pour paraphraser Julian Simon.

---

## **AU SOMMAIRE DU N° 748 :**

**EDITORIAL :** La guerre des retraites est engagée pp. 1-2

**CONJONCTURE :** Rupture de croissance pp. 2-3

**ACTUALITÉ QUI NOUS FAIT RÉFLÉCHIR :** La nouvelle CGT est arrivée p. 4 – Poutine fait moins bien que Saddam Hussein p. 5 – ISF : la France, ton argent fout le camp p. 6 – Baisse des impôts : heureux Italiens ! p. 6

**SPÉCIAL UNIVERSITÉ D'ÉTÉ :** Le déclin du droit pp. 7-8

**ABONNEMENT DE 1 AN (40 Numéros) : €30.00.**

**ABONNEMENT DE SOUTIEN (UN AN) : €92.00.**

**LIBERTE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL**

35 Avenue Mac Mahon - 75017 PARIS - Tél. : 01 43 80 55 18

[www.libres.org](http://www.libres.org)